

Dialogue idyllique.—La conversion suivante avait lieu l'autre jour, devant l'une des cours de la métropole, entre un avocat et un policeman irlandais :

L'avocat :—Avez-vous remis ce warrant ?
L'irlandais :—Yes sir.
L'avocat :—Savez-vous lire ?
L'irlandais :—A little.
L'avocat :—Savez-vous écrire ?
L'irlandais :—Sometimes.
L'avocat :—Avez-vous pu lire le warrant ?
L'irlandais :—Hm ! hm ! I think not.
L'avocat :—Et vous êtes policeman depuis un an ?
L'irlandais :—I think so.
L'avocat :—Pouvez-vous au moins écrire votre nom ?
L'irlandais :—I think not.
L'avocat :—Vous êtes donc décidément un âne ?
L'irlandais :—I think so.

Le *Pégase* est en train de devenir à New-York ce qu'était autrefois le *Charivari* à Paris, et ce qu'est le *Punch* à Londres. Voici une bonne histoire empruntée à son dernier numéro :

Le village de... est souvent visité par des bandes d'oisifs, qui s'y arrêtent pendant la nuit, et continuent leur voyage au matin. Lundi de la semaine dernière (on sait quel terrible froid il faisait), elles vinrent se reposer dans le champ du fermier H... Notre homme était en grand appétit de gibier et eût bien voulu tuer de celui-ci. Mais n'ayant ni poudre ni fusil, il ne savait comment faire. Après de longues méditations, il finit par avoir une idée qu'il mit sur le champ à exécution. Il se alla lever sans bruit la rampe de son étang, de façon à laisser l'eau couler doucement dans le champ jusqu'à ce qu'il fût couvert d'une épaisse couche d'un ou deux pouces. Les oisifs ne s'en alarmèrent pas ; au contraire. Mais au matin, quand elles voulurent s'enlever, ce fut une autre affaire. Elles se trouvèrent prises par les pattes dans la glace, et le fermier n'eut plus qu'à les cueillir comme des melons !

Bravo ! Maître Pie !

—Un ange veut savoir ce que signifie le mot *patrouille*. Il cherche et trouve :
"Patrouille" : escouade marchant la nuit.
"Escouade" : détachement.
"Détachement" : détachement.
"Détachement" : issue secrète.

Il en conclut qu'une patrouille est une issue secrète marchant la nuit.

Il n'y comprend rien...
Voilà à qui servent les dictionnaires de poche. (Historique.)

ALEXANDRE DUMAS AU CAUCASE.

On lit dans l'*Indépendance belge* :
"Nous recevons communication de la lettre suivante, adressée par M. Alexandre Dumas à un de ses amis de Bruxelles. Bien que cette lettre, comme on le verra, n'ait point été destinée à la publicité, nous ne croyons pouvoir mieux répondre au désir qu'elle exprime qu'en la mettant textuellement sous les yeux de nos lecteurs :

"Derbend (Porte-de-Fer), sur la mer Caspienne, 4 décembre 1858.
"Mon cher N...
"Si vous vous attendez à recevoir une lettre de moi, ce n'est sans doute point de cette ville de Derbend, fondée par Alexandre. En m'embarquant sur *Volga*, je vous avais annoncé un autre itinéraire.

"Que voulez-vous ? Je ne suis pas allé au Caucase, au pied du Caucase pensant à vous, à H... à tout ce que j'aime, en fin, comme dit Hamlet, et le cœur de mon cœur.

"Le beau, le splendide, le magnifique voyage que je fais en ce moment, mon ami !
"Seulement, on ne peut détacher un instant le poignard de sa ceinture, ni décamper son fusil. Nous allons à l'assaut des Caucasiens, comme on va à l'assaut du lion ; nous voyageons avec cent hommes d'escorte, et nous passons littéralement au milieu du feu.

"Il y a trois jours, nous avons laissé quinze cadavres de Circassiens dans le même fossé. Trois de nos Tartares ont été tués, huit blessés ! Vous pouvez vous faire une idée de ce que sont les montagnards de Schamyl ! Vous qui avez suivi l'expédition de 1840 au Kabylie, Si Charras était ici, comme il s'amuserait !

"Les journaux qui ont dit que j'étais mourant à Moskou, quand je ne me suis jamais si rigoureusement porté, sont bien capables de dire maintenant que j'ai été tué dans une escarmouche ! Peux-tu le directeur de l'*Indépendance* de mettre un mot dans son journal pour rassurer mes amis ?

"Nous partons demain pour Bakou, voir les Perses, ces derniers adorateurs du feu ; puis nous révisons par l'Inde et le mont Ararat ; je ne suis pas fâché, puisque j'y suis, de m'assurer de quel bois était faite l'arche de Noé.

"Aimez-moi de tout votre cœur, et vous ne m'aimerez pas plus que je vous aime."

ALEXANDRE DUMAS.

Après la représentation d'une pièce médiocrement amusante, comme le public se précipitait avec empressement vers les portes de sortie, un spectateur s'écria :

—Pourquoi tant vous presser ? on ne va pas recommencer la pièce.

AU RESTAURANT.

—Garçon ! combien mon dîner ?
—Neuf francs, monsieur.
—Mais c'est un vol !... Apportez-moi l'addition.

Le garçon part et revient immédiatement ; le dîner véritable et ajoute :

—C'est juste ! l'addition est la preuve de la soustraction.

Un Savoyard avait été autorisé à aller retirer du greffe une somme assez considérable qu'il avait été volée.

Le greffier la compte et dresse les pièces en colonnes sur la table. Un commis qui se trouvait par là veut s'amuser à manier quelques lous d'or.

Le Savoyard l'arrête de la main :
—Jeune homme, lui dit-il, ne touchez pas à ça : les lous honnêtes n'y met rien.

Il y a quelques jours, un antiquaire de province se présentait chez M. Thiers et lui offrait un boîtier en or, dont le couvercle contenait la miniature de tous les membres de la Convention, ou moment de la condamnation de Louis XVI. M. Thiers froissa ses lunettes, et vit de suite que c'était un chef-d'œuvre qui avait été en les mains.

—Combien voulez-vous de cet objet ? dit-il à l'antiquaire.

—Dis-c'est bien franc, répondit celui-ci. —C'est cent ; on va vous les donner.

Le lendemain, M. Thiers faisait expertiser la boîte en or, qui était évaluée cinq mille francs. —Si M. Thiers n'est pas un amateur de bon goût, comme quelques-uns le prétendent, personne ne saurait lui nier d'être un amateur heureux.

Quadrature du Cercle.—C'est, comme l'on sait, une chimère dont plusieurs personnages scientifiques se sont occupés depuis des siècles. Mais ne voilà-t-il pas qu'un Hongrois, M. Balogh, a résolu ce problème, selon les attestations qu'il a reçues de l'Académie française des Universités de Vienne, de Cambridge et d'Oxford !

Justice sommaire.—Les deux condamnés anglais qui, arrivés dernièrement par le steamer *Washington*, ont été déclarés (au maire de New-York, qu'a moins d'être pourvus par lui de nourriture et de vêtements, ils exerceraient de nouveau leur métier de voleurs, ont été, par ordre du maire, renvoyés en Angleterre aux dépens des propriétaires du *Washington*.

LA MINERVE.

Samedi matin, 29 janvier, 1859.

A commencer de la semaine prochaine "La Minerve" paraîtra trois fois, les mardis, jeudis et samedis.

NOTE POUR SERVIR À L'HISTOIRE DU CANADA.

M. de la Potherie, ou Poterie.

Dans le "Dictionnaire Historique des Hommes Illustres," de M. Bibaud, jeune, à la lettre P., p. 265, on lit ce qui suit :

"Potherie, (Baquerville de la), Historien de la Nouvelle-France, Lieutenant de M. de Mézy, et Seigneur Canadien, lui succéda *ad interim* à sa mort, et eut à ce sujet des difficultés avec le Conseil Supérieur."

M. Bibaud fait de l'Historien, et du Lieutenant de M. de Mézy, une seule et même personne. Je crois que c'est là une grande erreur.

Constatons d'abord que la commission de M. de Mézy, le nommé Gouverneur du Canada, ou de la Nouvelle-France, est en date du 1er Mai 1663, (Ed. et ord. t. 3, p. 21), et que ce gouverneur arriva à Québec la même année. (Charlevoix, t. 1, p. 370). On lui donna pour successeur M. de Courcelles, qui arriva à Québec avec l'Intendant Talon, le 12 ou le 14 Sept. 1665. (Relations des Jésuites pour 1665, p. 25). La commission de M. de Mézy est en date du 23 Mars de la même année. (Ed. et ord. t. 3, p. 31).

"Le Marquis de Tracy, Lieutenant-Général en Amérique, M. de Courcelles, nouveau Gouverneur, et Talon (Intendant) venaient lui faire son procès, (à lui, M. de Mézy), quand ils le trouvèrent mort." (Bibaud, *Jeune*, Dict. pp. 218 et 219. Voir aussi Charlevoix, t. 1, p. 382.)

Si donc un M. de la Potherie a succédé *ad interim* à M. de Mézy, ce doit être à sa mort et avant l'arrivée de M. de Courcelles en Septembre 1665. Ce M. de la Potherie, puisque, selon M. Bibaud, il était le Lieutenant de M. de Mézy, et gouverna après lui, était donc alors en Canada.

"Le 7 de Mai 1665 mourut M. le Chevalier Augustin de Mézi, Gouverneur-Général de la Nouvelle-France. (Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec, p. 171.)

Voyons si ce M. de la Potherie est bien l'Historien, M. Baquerville de la Potherie. Celui-ci est l'auteur de "l'Histoire de l'Amérique Septentrionale," 1re édition 1722, in-12, divisée en quatre parties, et "le voyage du Fort Nelson, dans la Baie d'Hudson, à l'extrémité de l'Amérique ; le premier établissement des Français dans ce vaste pays, la prise du dit Fort de Nelson, la description du dit Fleuve de St. Laurent, le Gouvernement de Québec, des Trois-Rivières et de Montréal, depuis 1534 jusqu'à 1701."

M. Baquerville de la Potherie fait partie de "l'Escadre du Roi destinée en 1697" pour le voyage de la Baie d'Hudson, sous le commandement de notre célèbre compatriote, M. D'Iberville. Il était "Commissaire du Roi dans cette escadre." (Voir l'épître dédicatoire à Monseigneur le Duc d'Orléans, Régent du Royaume, en tête du 1er volume.)

Cette escadre fit voile de la Rochelle le 8 Avril 1697 (t. 1, p. 3). L'épître est signée "De la Potherie" dans cette épître, l'auteur se dit être "un Américain." A la page 195 du 1er volume, il s'exprime ainsi : "Grâce au Seigneur, je sors, Monsieur, du plus affreux pays du monde (la Baie d'Hudson), s'enfiant. Je ne crois pas que l'on m'y rattrape, moi surtout qui suis né sous la Zone torride." Il est juste que chacun fasse son noviciat.

Puis, à la page 311, dans une note, il dit que la Guadeloupe est le lieu de sa naissance et de sa demeure. "J'ai parcouru les quatre volumes, un peu à la hâte il est vrai ; je n'y ai trouvé rien qui indiquât que l'auteur eût séjourné en Canada avant cette expédition de 1697 à la Baie d'Hudson. Bibaud, jeune, dit que M. Baquerville de la Potherie était "Seigneur Canadien." J'ai consulté le volume des documents Seigneux imprimés en 1852, qui contiennent les "titres des Seigneurs." Je n'y trouve aucune concession faite à un individu de ce nom. D'un autre côté, j'y trouve deux concessions faites par la compagnie de la Nouvelle-France à "M. Jacques Leneuf de la Potherie," l'une en fief (p. 104) et l'autre en censive (p. 382), la première en date du 16 Avril 1647, et la seconde du 29 Mars 1649. Dans le titre de la première, il est dit que cette concession lui avait déjà été donnée ou promise par "délibération" de la compagnie du 5 Janvier 1636, "depuis lequel temps le dit Sieur de la Potherie se serait mis en possession de pareille quantité de terre située sur le dit Fleuve St. Laurent depuis le ruisseau de la

Roche jusqu'au cap du Sault, et en a joui en conséquence de la dite concession, sans qu'il lui en ait été expédié aucune lettre de concession." Cette concession est, je pense, la Seigneirie connue aujourd'hui sous le nom de "Poterie". La deuxième concession lui donne en censive dix arpents de terre "proche les Trois-Rivières," et ce "pour la bonne connaissance," y est-il dit, "que nous avons du "Sieur Jacques Leneuf de la Potherie, et de son zèle à l'accroissement de la colonie la Nouvelle-France, ayant déjà mis en valeur plusieurs terres que nous lui avons ci-devant concédées." Voir encore concession du fief "Hiamaska," du 24 Sept. 1883, au Sieur de la Valière, "en considération des divers établissements que le dit Sieur de la Valière et le Sieur de la Potherie, son père, ont faits depuis longtemps en ce pays &c."

Relations des Jésuites pour l'année 1636. Elles nous apprennent (p. 3) que cette même année, plusieurs familles arrivèrent en Canada, en même temps que le nouveau Gouverneur, M. de Montmagny, mais à bord d'un autre vaisseau que celui qui le portait, entre autres, "celles de M. de Repentigny et de M. de la Potherie," braves gentilhommes. "Puis à la page 42, on lit : "Entre les familles qui sont venues de nouveau, celle de Monsieur de Repentigny, et de Monsieur de la Potherie, braves gentilhommes, tiennent le premier rang." Il paraît qu'en 1640, M. de la Potherie était déjà établi aux Trois-Rivières. Le Père Vimont s'arrêta chez lui en cet endroit cette même année. (Relations des Jésuites pour 1840 p. 7.)

En 1648, il était Gouverneur des Trois-Rivières. (Rel. des J. pour cette année, p. 6.) Cette même année, un de ses neveux est fait prisonnier par les Iroquois. (Ibid. p. 8.) En 1658, il est encore établi gouverneur particulier des Trois-Rivières, par le nouveau Gouverneur-Général, M. le Vicomte d'Argenson. (Rel. des J. pour 1658, p. 17.) M. de la Potherie commandait aux Trois-Rivières en 1658. (Charlevoix, t. 1, p. 339).

Je trouve, sur mes tablettes, le document suivant, (c'est une copie) : "Jean de Lauson, Conseiller ordinaire du Roi en ses Conseils d'Etat et Privé, Gouverneur et Lieutenant Général de Sa Majesté, en la Nouvelle-France, Etendue du Fleuve St. Laurent :

"Au Sieur Boucher, capitaine des Trois-Rivières, Salut :
"Quelques affaires attirant en bas le Sieur de la Potherie, Gouverneur établi par nous aux Trois-Rivières, et étant nécessaire de pourvoir de quelqu'un, en son absence, pour prendre soin du dit Gouvernement, nous vous avons commis et député, commettions et députons, par ces présentes, pour, pendant l'absence du dit Sieur de la Potherie, commander la garnison du dit lieu dans toute l'étendue dudit Gouvernement, pour ce faire, vous donnons pouvoir, en vertu de celui à nous donné par Sa Majesté. Mandons à tous Sujets de Sa Majesté, tant officiers que soldats et habitants, vous obéir et entendre pour raison de ce, à peine de déobéissance. En foi de quoi, nous avons signé ces présentes, à icelles fait apposer le cachet de nos armes, et contresigner par notre Secrétaire, à Québec, ce seizième de Juillet mil six cent cinquante trois. (Signé) DE LAUSON.

Et sur le bas, pour Monseigneur, par moi le tout signé et paraphé, collationné à l'original, par moi Greffier de la Jurisdiction des Trois-Rivières, soussigné, AMEAU."

M. de la Potherie a donc été Gouverneur des Trois-Rivières. Il succéda *ad interim* à M. de Mézy, à sa mort, et eut à ce sujet des difficultés avec le Conseil Supérieur, dit M. Bibaud, jeune.

Le successeur nommé par le roi à M. de Mézy, n'arriva à Québec que le 12 ou le 14 Septembre 1665, avec M. l'Intendant Talon ; et, comme dit M. Bibaud, "ils le trouvèrent mort," c'est-à-dire M. de Mézy ; et celui-ci était mort, "avant que la nouvelle de sa révoation fut arrivée en Canada." (Charlevoix, t. 1, p. 382.)

Il a donc pu y avoir, avant l'arrivée de M. de Courcelles, un gouverneur *intermédiaire* ; et je crois que l'arrêté du Conseil Supérieur de Québec, du 27 Mai 1665, justifie l'assertion de M. Bibaud, que ce gouverneur a été M. de la Potherie, c'est-à-dire M. Jacques Leneuf de la Potherie, mais non pas M. Baquerville de la Potherie, l'Historien, et "Aide-Major de l'Isle de la Guadeloupe," selon M. Faribault, dans son catalogue d'ouvrages sur l'histoire de l'Amérique, p. 78.

"Il (M. de Mézy) laissa les rênes du Gouvernement jusqu'à l'arrivée de M. de Courcelles à M. de la Potherie, auquel on refusa le droit de siéger au Conseil, par suite d'une interprétation fort rigoureuse, ce nous semble, des pouvoirs de délégation du Gouverneur défunt."

Comme l'arrêté que je viens de citer, explique, en quelque sorte, les difficultés qui étaient survenues entre M. de la Potherie et le Conseil Supérieur, et auxquelles M. Bibaud fait allusion, je le transcris ici, comme document historique fort intéressant.

"Le conseil assemblé où étoient Messieurs de Tilly, Damours, Denis de la Tesserie, et Demazé, conseillers, Monsieur le procureur général du roi, présent.

Est comparu au conseil Jacques Leneuf, écuyer, sieur de la Potherie, lieutenant de défunt Monsieur Augustin de Saffray, seigneur de Mézy, gouverneur de ce pays, lequel a déclaré qu'il se présentait pour faire

les fonctions que pouvait faire mon dit défunt sieur de Mézy, suivant la commission à lui donnée par mon dit défunt sieur gouverneur, et a signé.

Ainsi signé :
Jq. LENEUF DE LA POTERIE, Avec paraphe.

Vu par le conseil la déclaration du sieur de la Potherie ci-dessus, par laquelle il prétend en général faire toutes les fonctions que faisoit feu Monsieur de Mézy, gouverneur et lieutenant-général pour le roi en ce pays et chef de ce conseil ; ou le procureur-général du roi :

Le conseil, attendu que Sa Majesté n'a pas donné pouvoir en général ni spécial à mon dit sieur de Mézy, défunt, de transmettre sa charge de chef et premier président de ce conseil ni d'en disposer en faveur d'un autre, n'ayant pas même celui d'envoyer une personne pour lui de son vivant, ce que Sa dite Majesté a accordé à Monsieur de Pétrée seulement ; que Sa dite Majesté se réserve dans tous les parlements la disposition des charges de premiers présidents d'iceux sans que ceux qu'elle en a pourvus puissent vendre, donner ni s'en démettre qu'entre ses mains ; que ces charges ne s'exercent point par lieutenants ni sans avoir préalablement prêté serment entre les mains de Sa dite Majesté, et que d'ailleurs mon dit défunt sieur gouverneur ne l'a pas ignoré, puis-que par la commission qu'il a donnée au dit sieur de la Potherie, son lieutenant, il ne parle en aucune manière du dit conseil, et le réfère à celle que Sa dite Majesté lui a donnée de gouverneur, laquelle ne lui donne aucune entrée au dit conseil, ordonne que le dit sieur de la Potherie ne sera point reçu en la dite charge de chef et président de ce conseil par lui prétendue, qu'il ne fera aucune fonction concernant la distribution de la justice, police ni finance, et jouira seulement du pouvoir de lieutenant que lui a donné mon dit sieur le gouverneur en ce qui peut regarder la milice.

Signé : LE GARDEUR DE TILLY, DAMOURS, TESSERIE, PÉRONNE DEMAZÉ.

Des deux personnages en question, l'un porte le nom de Baquerville de la Potherie, et l'autre Jacques Leneuf de la Potherie. Le dernier est arrivé en Canada dès l'année 1636, avec sa famille, ce qui donne lieu de croire qu'il était né au commencement du siècle. Le premier n'est venu qu'en 1697, et seulement en qualité de "commissaire du Roi," dans l'escadre destinée à la Baie d'Hudson. Il est assez probable que Jacques Leneuf de la Potherie était alors un centenaire, un peu trop âgé, il faut l'avouer, pour être commissaire d'une escadre qui est envoyée attaquer le Fort Nelson, à la Baie d'Hudson, "le plus affreux pays du monde," "pour y faire son noviciat." Si c'est été notre centenaire, Gouverneur des Trois-Rivières dès l'année 1648, et successeur par *interim*, en 1665, de M. de Mézy, il aurait bien eu raison de se repentir d'avoir oublié ses grandes passions pour accepter le rôle inférieur de simple commissaire, et de dire, à son retour du voyage à la Baie d'Hudson, qu'on ne l'y rattraperait plus.

Enfin, si M. Bibaud veut bien lire la lettre qui se trouve à la fin du 4e volume de l'histoire de M. Baquerville de la Potherie, p. 267, et qui est écrite par "M. Bobé, missionnaire, à Monsieur Jacques Raudot, Intendant-général des chasses, ci-devant Intendant de la Nouvelle-France," il verra que l'Historien LaPotherie n'est pas M. Jacques Leneuf de la Potherie, le Gouverneur de Trois-Rivières.

Il paraît, d'après l'arrêté ci-haut rapporté, que le gouverneur signait : "Jq. Leneuf de la Potherie."

Cabinet de Lecture Paroissial.

Mardi soir, un nombreux auditoire, composé de Dames et de Messieurs, à la tête desquels se trouvaient plusieurs membres du clergé, se réunirent dans la salle du Cabinet de Lecture Paroissial, pour entendre le Rév. Messire Neream traiter avec un rare talent une question importante d'éducation supérieure. Ce n'est pas la décision de S. M. ; et cela ne constitue pas un rappel de la loi qui applique certains fonds à la construction de bâtiments publics. Mais c'est le signe d'un tel trouble dans cette question, depuis que l'on a reçu la décision de la Reine, que tout ministère est obligé de s'arrêter, et de ne pas faire de nouveau pas avant que la question ait encore été l'objet d'une délibération devant la Législature. Avec tout le respect dû à la décision de la Reine—et nous devons avoir quelque respect aux résolutions de la branche populaire de la Législature, alors même que nous pouvons la croire en erreur. En face du vote de la dernière session, aucun gouvernement ne pouvait se hasarder à entreprendre la construction des bâtiments publics à Ottawa. ... Si le vote nouveau et réfléchi devait constituer la loi de la dernière session, la question se trouverait très-probablement compliquée par l'action de l'autre Chambre ; car il est à supposer que dans une contestation de cette espèce, dans laquelle se trouve engagée la bonne foi des deux branches de la Législature, le Conseil Législatif ne consentirait pas à garder une attitude passive ; et il n'y a pas la moindre raison de supposer que cette branche de la Législature adoptât la ligne de conduite suivie par l'autre Chambre. Cette complication pourrait amener l'adoption de mesures désastreuses. Il pourrait être nécessaire d'en appeler à un arbitrage plus haut pour régler ce différent entre les deux Chambres.

L'article se termine par quelques réflexions d'une moindre importance.

qu'il prouvent que des hommes de talents transcendents sortis de ces classes, et aux plus hautes dignités. Mais aussi, combien y en a-t-il qui, après avoir suivi les cours d'une éducation supérieure, dédaignent l'état de leurs pères, végètent dans les professions qu'ils veulent adopter, à cause de leur inaptitude ? Pour ceux-là l'éducation supérieure qu'ils ont reçue imparfaitement est plutôt un malheur qu'un bienfait ; car ils deviennent pour la société des membres inutiles et pour eux-mêmes un fardeau. Ces exemples démontrent qu'il faut donner cette éducation supérieure avec discernement, et en laissant subsister l'ordre social tel que Dieu l'a établi. Le travail de M. Neream est remarquable également par la forme et par le fond.

M. Bibaud, jeune, avait fait annoncer qu'il parlerait ce même soir sur les *Machabées* Canadiens ! Mais, monté à la tribune après M. Neream, il parla de l'Institut Polytechnique, du Cabinet de Lecture Paroissial, et de son *Echo*, de la distinction à faire entre grand homme, et homme célèbre, de Napoléon premier et de Wellington, des Sagamos et de M. Bibaud, père, des sauvages qui fument avec des calumets, et des Canadiens qui fument avec des pipes, l'esprit des rats, puis enfin un mot de son sujet !

C'est à sept frères de la noble famille LeMoyné que M. Bibaud, jeune, donne le titre de *Machabées* du Canada. Il a fait une brève analyse d'un chapitre très-intéressant que "Léon Guérin" consacre à ces braves héros canadiens, dans son livre sur les *Navigateurs Français*.

En somme on peut dire que cette soirée littéraire en deux parties, a été utile et agréable, puis amusante.

REVUE DES JOURNAUX.

Il est du devoir de cette *Revue* de constater toutes les rumeurs accueilliées et propagées par la presse de la province. C'est à ce titre que nous publions les extraits suivants d'articles qui ont paru dans le *Citizen* d'Ottawa, et dans le *Leader* de Toronto.

Notre rôle, ici, se borne à celui d'un rapporteur, car nous pensons avoir exprimé notre opinion sur la question du siège du gouvernement et sur le devoir de nos représentants de manière à ne laisser aucun doute dans l'esprit de nos lecteurs.

Le 24, le *Citizen* a publié un *extra* dans lequel nous lisons les lignes suivantes sous le titre les *représentants d'Ottawa et la décision de la Reine* :

M. Scott est arrivé vendredi dernier de Toronto. Une réunion avait eu lieu, dans la soirée de samedi, au Bureau de l'Emigration. Quelques amis seulement étaient présents. On sait que le ministère joue de nouveau avec la question du siège du gouvernement. Il demande l'appui sans condition de tous les membres d'Ottawa ; sans quoi, il leur déclare qu'ils doivent être préoccupés de cette question. ... Le discours du trône en fera dit-on, aucune allusion à cet égard, si ce n'est sous certaines conditions.

Nous supprimons, comme inutiles pour nos lecteurs, les conclusions de notre confrère, et nous lui laissons tout entière la responsabilité d'une rumeur qui aurait une haute gravité dans la situation actuelle des partis.

D'un autre côté, le *Leader*, aux articles duquel on accorde, justement, croyons-nous, une grande importance, répond dans les termes suivants à ceux qui demandent pourquoi le gouvernement retarde encore la construction des bâtiments dans la capitale désignée par la Reine.

Deux faits sont certains, dit notre confrère ; la Reine a choisi Ottawa ; et un crédit de \$225,000 a été voté par les Chambres pour l'érection des bâtiments publics. Mais, ce n'est là, ajoute le Rédacteur du *Leader*, que la moitié de la vérité.

On a fait connaître au public, continue-t-il, par l'intermédiaire de notre journal, que le ministère soutiendrait cette décision en face du Parlement ; mais il ne peut être certain que les ministres eux-mêmes soient soutenus dans leur résolution. Pendant la dernière session, la Chambre a déclaré, à une majorité de 13, qu'Ottawa n'était pas un lieu convenable pour être la future capitale. Cette résolution n'a pas été rapportée ; et, dans ce moment, les journaux de l'une des branches de la Législature contiennent une déclaration contre la convenance du lieu choisi par la Reine. Cela ne renverse certainement pas la décision de S. M. ; et cela ne constitue pas un rappel de la loi qui applique certains fonds à la construction de bâtiments publics. Mais c'est le signe d'un tel trouble dans cette question, depuis que l'on a reçu la décision de la Reine, que tout ministère est obligé de s'arrêter, et de ne pas faire de nouveau pas avant que la question ait encore été l'objet d'une délibération devant la Législature. Avec tout le respect dû à la décision de la Reine—et nous devons avoir quelque respect aux résolutions de la branche populaire de la Législature, alors même que nous pouvons la croire en erreur. En face du vote de la dernière session, aucun gouvernement ne pouvait se hasarder à entreprendre la construction des bâtiments publics à Ottawa. ... Si le vote nouveau et réfléchi devait constituer la loi de la dernière session, la question se trouverait très-probablement compliquée par l'action de l'autre Chambre ; car il est à supposer que dans une contestation de cette espèce, dans laquelle se trouve engagée la bonne foi des deux branches de la Législature, le Conseil Législatif ne consentirait pas à garder une attitude passive ; et il n'y a pas la moindre raison de supposer que cette branche de la Législature adoptât la ligne de conduite suivie par l'autre Chambre. Cette complication pourrait amener l'adoption de mesures désastreuses. Il pourrait être nécessaire d'en appeler à un arbitrage plus haut pour régler ce différent entre les deux Chambres.

L'article se termine par quelques réflexions d'une moindre importance.

Il suffira à nos lecteurs d'en connaître la pensée principale. Sans adopter, ni discuter les précisions du *Leader*, nous n'ajouterons qu'un mot : que chacun fasse son devoir, selon ses lumières et sa conscience, sans servilité vis-à-vis du pouvoir ou vis-à-vis du peuple, et nous ne doutons pas qu'il n'en sorte, en définitive, le bien général du pays.

Mardi soir, nos compatriotes d'origine Ecossaise ont célébré dans un magnifique banquet, l'anniversaire de la naissance de Burns, leur poète populaire et national. Nous sommes heureux de dire que dans cette circonstance des Canadiens Français ont obtenu par une improvisation remarquable, des applaudissements unanimes : ce sont MM. J. C. Courso et P. J. O. Chauveau.

Le premier a dignement fait l'éloge du Canada ; quant à M. Chauveau, après quelques paroles vivement accueillies, il a lu, avec un à-propos plein de bon goût, la traduction suivante de l'un des petits poèmes de Burns. L'auteur de ces vers est M. Joseph Lenoir, dont nos lecteurs connaissent depuis longtemps le talent poétique et littéraire. Nous empruntons avec plaisir cette pièce aux comptes-rendus qui ont été donnés par les journaux anglais de notre ville :

CALEDONIA.

O myrtes embaumés, laissez les autres terres Non vantes à l'envi leur bouquet solitaire Dont l'éclat fait jaillir d'envivantes odeurs. L'aime mieux ce valon triste et tant assés, Où, sur un lit d'argent, coule une onde tranquille Sous la fougère jaune et les genêts en fleurs.

Plus chère est à mon cœur cette onde retraite ! La blanche marguerite et sa fleur pâquerette S'y mêlent au buet à l'aigrette d'azur, Et c'est là que souvent Jeanne, ma bien aimée, Vient écouter l'oïseau, caché sous la ramée. J'en ai regardé si doux, ma Jeanne au front si pur !

La brise et le soleil se lèvent le jour, Quand tout froide Ecossaise entend la voix sonore Des ombres qui bougent sous ses pieds, Mais ces lieux enchantés, qui font l'esclavage Le bonheur n'est pas fait pour qui foule l'étrave ! Il appartient au maître ! A l'autre les sanglots !

Non ! le noble Ecossais ne conçoit, nulle envie De ces biens contestés d'une race étrangère. Avec un fier dédain il sait voir tout à l'heure Les braves perdus, leurs familles compagnes. Libre comme le vent qui court sur ses montagnes, S'il a porté des larmes, ce sont ceux de l'amour.

Il suffira à nos lecteurs d'en connaître la pensée principale. Sans adopter, ni discuter les précisions du *Leader*, nous n'ajouterons qu'un mot : que chacun fasse son devoir, selon ses lumières et sa conscience, sans servilité vis-à-vis du pouvoir ou vis-à-vis du peuple, et nous ne doutons pas qu'il n'en sorte, en définitive, le bien général du pays.

Mardi soir, nos compatriotes d'origine Ecossaise ont célébré dans un magnifique banquet, l'anniversaire de la naissance de Burns, leur poète populaire et national. Nous sommes heureux de dire que dans cette circonstance des Canadiens Français ont obtenu par une improvisation remarquable, des applaudissements unanimes : ce sont MM. J. C. Courso et P. J. O. Chauveau.

Le premier a dignement fait l'éloge du Canada ; quant à M. Chauveau, après quelques paroles vivement accueillies, il a lu, avec un à-propos plein de bon goût, la traduction suivante de l'un des petits poèmes de Burns. L'auteur de ces vers est M. Joseph Lenoir, dont nos lecteurs connaissent depuis longtemps le talent poétique et littéraire. Nous empruntons avec plaisir cette pièce aux comptes-rendus qui ont été donnés par les journaux anglais de notre ville :

CALEDONIA.

O myrtes embaumés, laissez les autres terres Non vantes à l'envi leur bouquet solitaire Dont l'éclat fait jaillir d'envivantes odeurs. L'aime mieux ce valon triste et tant assés, Où, sur un lit d'argent, coule une onde tranquille Sous la fougère jaune et les genêts en fleurs.

Plus chère est à mon cœur cette onde retraite ! La blanche marguerite et sa fleur pâquerette S'y mêlent au buet à l'aigrette d'azur, Et c'est là que souvent Jeanne, ma bien aimée, Vient écouter l'oïseau, caché sous la ramée. J'en ai regardé si doux, ma Jeanne au front si pur !

La brise et le soleil se lèvent le jour, Quand tout froide Ecossaise entend la voix sonore Des ombres qui bougent sous ses pieds, Mais ces lieux enchantés, qui font l'esclavage Le bonheur n'est pas fait pour qui foule l'étr

